

RENTREE EXPRESS

GROGNE Les syndicats de parents et de profs déjà mobilisés

DÉJÀ deux grands rendez-vous sont prévus en cette rentrée scolaire par la FCPE 93 et la FSU 93, remontés contre « la casse de l'école publique ». Vendredi, à l'occasion de la tenue du comité technique paritaire (CTP) qui décidera des dernières ouvertures et fermetures de classes dans le département, la FCPE et le Snuipp organiseront un rassemblement à midi devant l'inspection académique de Bobigny. Le 11 septembre prochain, la FCPE, l'Unsa et la FSU appellent également à un rassemblement devant l'inspection, dans le cadre de la mobilisation nationale. Par ailleurs, en réponse au livret d'accueil des parents, distribué par le rectorat dans toute l'académie de Créteil, la FCPE 93 a commencé à distribuer le « livret d'accueil FCPE pour les parents d'élèves de Seine-Saint-Denis ». Les parents sont invités à compiler sur ce document « la liste de tout ce qui ne va pas dans leur établissement, de la gouttière qui fuit au poste non affecté », précise Michel Hervieu, président de la FCPE, qui entend porter ces « PV de carences » au préfet.

M.C.

BOBIGNY Les sans-bahuts réclament une affectation

L'APPEL du collectif des sans-bahuts et de l'association Réussir sa rentrée, des jeunes, toujours sans affectation dans un établissement après la rentrée, se rassembleront demain après-midi devant l'inspection académique de Bobigny. Ils espèrent y être reçus pour obtenir une place dans la filière de leur choix.

SAINT-OUEN Trop d'élèves à l'école

LES PARENTS des écoles Anatole-France, Michelet et Langevin à Saint-Ouen ont fait entendre leur colère hier à l'occasion de la rentrée. « Sur ces trois établissements, une trentaine d'enfants ont été refusés, des petits de 3 ans mais aussi des écoliers de grande section qui n'avaient pas de place », relate un papa, qui dénonce un « sureffectif avec des classes de 26 élèves en ZEP au lieu des 23 maximum ». Les parents envisagent de se rendre demain vendredi à l'inspection académique où se tiendra le comité technique paritaire (CTP) afin d'obtenir « au moins huit ouvertures de classes ».

AULNAY-SOUS-BOIS

Trois ouvertures confirmées

RÉCLAMÉES par les parents et les enseignants, trois ouvertures se sont confirmées dans deux écoles de la ville. A l'école maternelle République, une classe a été créée, la seconde le sera d'ici à vendredi. Les enfants seront accueillis dans l'école primaire voisine. A l'école Nonneville, un préfabriqué ouvrira après les vacances de la Toussaint. En attendant, les élèves auront cours au centre aéré. Le maire socialiste, Gérard Ségura, annonçait hier qu'une délégation se rendrait cette semaine à l'inspection académique, pour réclamer deux réouvertures dans les maternelles Petits-Ormes et Croix-Saint-Marc.

REGION De nouvelles aides pour les post-bac

JEAN-PAUL HUCHON, le président (PS) du conseil régional, l'a annoncé hier lors de sa visite au lycée Paul-Eluard, à Saint-Denis. Dès cette année, les élèves des classes préparatoires et des BTS de Seine-Saint-Denis vont bénéficier de nouvelles aides. « La région Ile-de-France, et particulièrement la Seine-Saint-Denis, attire de plus en plus d'entreprises de haute technologie mais manque toujours de main-d'œuvre qualifiée. Pourtant, il y a dans nos lycées d'excellents élèves. Mais, pour des raisons financières, ils n'intègrent pas toujours les grandes écoles. Nous avons donc décidé de leur donner un coup de pouce », explique Jean-Paul Huchon. Dès la rentrée, tous les élèves post-bac pourront, comme les lycéens, bénéficier de tarifs à bas coût pour la cantine. Tous ceux qui, pour leurs études, doivent acheter du matériel technique (blouses, instruments de protection...) pourront avoir des aides. Les prix d'inscription aux concours étant très élevés, la région a décidé d'allouer une somme de 250 € par concours, dans la limite de trois concours, aux lycéens post-bac. Au total, la région entend consacrer un budget de 1,5 million d'euros à ces différentes aides. Par ailleurs, la région devrait voter le 18 septembre le principe du passeport européen, l'idée étant de permettre aux élèves de BTS de passer quinze jours en Angleterre, en Allemagne ou en Espagne, aux frais de la région.

PROJET Bientôt un microlycée

UN MICROLYCÉE devrait ouvrir à la rentrée 2009 dans le 93. Cette structure, expérimentée depuis huit ans à Sénart (Seine-et-Marne), s'adresse aux élèves qui ont décroché après la classe de 3^e et sont sortis du système scolaire sans qualification. Ces jeunes, parfois un peu âgés pour réintégrer un lycée classique, pourront passer leur bac en deux ans. Recrutés sur entretien, ils bénéficieront d'une formation dans une classe à effectif réduit.

Lire également en page 11 de nos informations générales

Pantin

Poignardée sous les yeux de sa fille

KAIMEI, une mère de famille de 42 ans, a été hospitalisée dans un état critique, lundi soir, après avoir reçu plusieurs coups de couteau. L'agression s'est produite en pleine rue à Pantin, près d'un passage donnant sur le 96, avenue Jean-Jaurès, après une dispute avec son ancien compagnon.

Le drame s'est déroulé en présence de l'enfant de la victime, une fillette âgée de 7 ans. La mère de famille,

blessée au niveau du cou et au ventre, était toujours hier soir dans un état jugé préoccupant. Alertés par des témoins, les policiers de Pantin ont rapidement interpellé l'agresseur : il s'agit de Liming, l'ancien compagnon de Kaimei. L'homme a été confié aux enquêteurs de la police judiciaire de Seine-Saint-Denis. Quand à la fillette, elle a été placée dans un foyer.

C.S.

Aulnay-sous-Bois

Hospitalisé après l'accident de scooter

UN JEUNE HOMME de 22 ans a été hospitalisé hier après-midi après une chute à scooter. Cet habitant de la cité de l'Europe, à Aulnay, s'en sort avec une cheville et une clavicule cassées. Il circulait rue Edgar-Degas, près du poste de police de la Rose-des-Vents. Policiers et élus ont activé la cellule de veille pour désamorcer la rumeur selon laquelle la police au-

rait été impliquée dans cet accident de la route. Selon l'enquête, le jeune homme, originaire de la cité de l'Europe, circulait sur un scooter lorsqu'il a percuté une voiture en stationnement, appartenant à un commerçant.

Aucun tiers n'a pris part à l'accident. « Il y a une vidéo qui en atteste, indique le commissaire d'Aulnay-sous-Bois, Alain Pérez. Mais nous

avons immédiatement activé la cellule de veille, dans l'urgence, en lien avec la mairie pour éviter la propagation de fausses informations. » Cette cellule, créée en avril dernier, réunit chaque semaine élus, représentants de la police nationale, municipale... Hier soir, des médiateurs et quelques élus se sont rendus dans le quartier pour s'assurer que le calme régnait.

C.S. ET G.B.

Montreuil

Les Griallet déménagent sur le trottoir



MONTREUIL, HIER MATIN. Les salariés sans papiers de Griallet, soutenus notamment par le député Jean-Pierre Brard, vont se plier à la décision de justice et quitter les locaux de leur entreprise. (LP/M.-P.B.)

LE MORAL en bème à l'idée qu'ils n'ont toujours pas obtenu gain de cause après plus de trois mois d'occupation de leur entreprise, les dix-neuf salariés sans papiers de la société Griallet à Montreuil n'entendent pas lâcher prise. Ils acceptent de quitter les locaux demain, comme l'exige la décision de justice. Mais ils installeront leur piquet de grève en face du portail d'entrée, sous une tente d'ores et déjà en place, dans l'espoir d'obtenir enfin leur régularisation. « Jean-Luc Griallet poursuit son activité en toute impunité. Et nous, les victimes, sommes là à devoir nous priver de salaire pour faire entendre notre cause ! » répète hier matin Chérif, l'un des porte-voix des ouvriers de cette entreprise de démolition et de terrassement.

Pas de papiers sans promesses d'embauche

Depuis le 22 mai, les négociations, les tables rondes, les interventions de la mairie ou de la préfecture n'ont rien donné. L'employeur refuse toujours de signer les promesses d'embauche qui permettraient aux grévistes d'avoir des papiers. « Nous gardons espoir que nous n'allons pas passer à l'extérieur le même temps

qu'à l'intérieur », ajoute Chérif, qui travaille depuis cinq ans à Griallet. Le plus ancien de ces salariés en grève est arrivé en 1999.

Dans l'assistance sont présents les représentants de la CGT, bien sûr, mais aussi un adjoint de la mairie verte, Dominique Voynet, des militants associatifs, des élus socialistes et le député (app. PCF) Jean-Pierre Brard. « L'heure n'est pas au découra-

gement », insiste l'ancien maire de la ville qui a reçu les salariés chez lui le 10 août et a plaidé leur cause devant le ministre de l'Immigration, Brice Horteféux. « Votre dossier est en bonne voie. Le ministre ne s'est saisi de l'affaire qu'à la mi-août. Cela ne se réglera pas dans la semaine, mais une solution va être trouvée », encourage le parlementaire.

MARIE-PIERRE BOLOGNA

A Romainville, les négociations continuent

AUSYCTOM, le centre de traitement des déchets de Romainville, les salariés sans papiers poursuivent leur mouvement de protestation. Sur seize ouvriers, en grève depuis trois semaines dans la déchetterie qui emploie en tout cent soixante personnes, ils étaient quatorze à demander la promesse d'un contrat à durée indéterminée afin de pouvoir entamer une procédure de régularisation auprès des services de la préfecture. Huit d'entre eux, employés en partie par Veolia, ont obtenu le document en question. Pour les six autres, tous

salariés d'Urbaser, le nouveau sous-traitant, la solution n'est pas encore trouvée. La direction de cette entreprise a d'abord proposé douze mois d'intérim. Or cela n'entre pas dans le cadre de la circulaire Horteféux de régularisation. « On nous propose aujourd'hui un contrat à durée déterminée de douze mois. Cela rentre en effet dans la circulaire, mais va à l'encontre du Code du travail. Pour notre part, nous refusons », explique le représentant de la CGT, Jean-Albert Guidou.

M.-P.B.